

7 États membres exhortent l'UE à conclure un « accord historique »

© 21/06/2019 |  Terre-net Média

Les dirigeants de sept États membres de l'UE, dont l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne, ont exhorté dans une lettre commune la Commission européenne à conclure l'« accord historique » de libre-échange qu'elle négocie depuis 20 ans avec le Mercosur.

Cette lettre, également signée par la République tchèque, le Portugal, la Lettonie et la Suède, et dont l'AFP a obtenu copie, a été envoyée jeudi au président de l'exécutif européen Jean-Claude Juncker. L'ardeur de ces pays à conclure l'accord s'oppose à la « profonde préoccupation » exprimée lundi dans un autre courrier à la Commission par les dirigeants français, irlandais, polonais et belge, qui s'inquiètent eux des répercussions sur leur agriculture. « Les deux parties doivent être prêtes et disposées à faire quelques concessions finales pour parvenir à cet accord historique », estiment les sept capitales. Pour celles-ci le **Mercosur** (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) a « fait des progrès significatifs (...) et semble déterminé à libéraliser davantage plusieurs secteurs d'une grande importance ». Parmi ceux-ci, ils citent « les voitures et leurs pièces détachées, les machines, ainsi que les produits chimiques ou pharmaceutiques ». « L'Union européenne ne peut se permettre de céder à des arguments populistes et protectionnistes en matière de politique commerciale », écrivent-ils également.

L'**accord commercial UE/Mercosur**, dont la conclusion est annoncée comme « imminente », suscite un **malaise grandissant dans certains États membres de l'UE sous la pression des agriculteurs, inquiets pour leur production de viande, et des ONG, préoccupées par le climat**. Les discussions entre l'UE et le Mercosur pourraient aboutir à l'un des plus vastes accords de libre-échange jamais conclu, avec plus de 770 millions de consommateurs et 18 000 milliards d'euros de PIB. Les ministres sud-américains pourraient rencontrer le commissaire européen à l'agriculture Phil Hogan et celle au commerce Cécilia Malmström dès le 27 juin à Bruxelles avec l'objectif de parvenir à un accord politique.

À lire aussi >>> [Accord commercial - UE/Mercosur Malaise grandissant sous la pression des agriculteurs et des ONG](#)

« Comment pouvons-nous envisager d'affaiblir à nouveau nos communautés agricoles européennes ? », s'est alarmé cette semaine le Copa-Cogeca, principal syndicat agricole dans l'UE, dans une lettre ouverte à Bruxelles. Mardi, 340 ONG européennes et sud-américaines, dont Greenpeace ou Friends of the Earth, ont demandé à l'UE d'« interrompre immédiatement » les **discussions « en raison de la détérioration des droits humains et de la situation écologique au Brésil »** depuis l'investiture en janvier du président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro. L'UE et le Mercosur ont échangé en 2018 pour près de 88 milliards d'euros de marchandises. Les pays d'Amérique du sud ont essentiellement exporté leurs produits agricoles et les Européens des produits industriels et pharmaceutiques.